



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

28 janvier 2016

Deux principaux sujets accaparent les colonnes des journaux ce jour, à savoir, l'interview du Président Hery Rajaonarimampianina réalisée par les chaînes nationales RNM et TVM à l'occasion de la deuxième année de son mandat, et les résultats de l'évaluation de l'Indice de perception de la corruption 2015 à Madagascar, présentés par Transparency International. Des deux événements, il en ressort que le régime Rajaonarimampianina devra encore déployer des efforts pour améliorer la situation socioéconomique et politique du pays.

PROCESSUS ELECTORAL

SENATORIALES : DES CANDIDATS RECLAMENT DES SANCTIONS

Les porte-fanions des partis Malagasy Miara Miainga, Mamimad, de l'association Marina et de la plateforme Miaraka amin'i Andry Rajoelina, ont organisé une conférence de presse, hier, au Louvre d'Antaninarenina, pour appeler à ce que des poursuites soient engagées contre les auteurs des atteintes à la sincérité du vote reconnues par la Haute Cour Constitutionnelle. « La majorité des doléances enregistrées mentionnent l'existence de fraudes électorales. Mais d'après nos observations, nous estimons qu'il y a eu plutôt abus d'autorité, car aucune fraude ne peut se produire si le nombre d'électeur ne dépasse pas 10 en tout. C'est la sincérité du vote qui a été violée », ont-ils déclaré. Ces candidats malheureux aux sénatoriales réclament également de la Cour d'Ambohidahy qu'elle donne un avis sur les requêtes qu'ils ont déposées au lieu de se cantonner uniquement au rejet pour vice de procédure. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Midi Madagasikara, p.14 ; Madagascar Matin, p.3 ; Madagascar-Laza, p.3 ; L'Observateur, p.2)

POLITIQUE INTERNE

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : MADAGASCAR EN STAGNATION

Transparency International a présenté la synthèse des résultats de l'évaluation de l'Indice de perception de la corruption 2015 à Madagascar, hier à l'American Center de Tanjombato. Frédéric Lesné, Directeur de l'Ong, n'a pas caché sa déception face au score enregistré par la Grande île. « Malgré les déclarations d'intentions répétées des plus hautes autorités de l'Etat, lesquelles se disent prêtes à répondre aux nombreuses attentes pour enfin avancer dans le combat contre ce fléau, la perception du phénomène de la corruption ne s'améliore pas », a-t-il déploré. Pour rappel, l'IPC attribue une note à chaque pays, d'une échelle de 0 à 100 : zéro pour les pays extrêmement corrompus et cent pour les pays les plus intègres. Il a établi un classement mondial sur la base de ces notes. Le score de Madagascar est évalué à 28/100 depuis trois années consécutives. Côté classement, la Grande Ile occupe la place de 123^e sur 168 pays. Pour conclure, Transparency International n'a pas manqué de marteler que « lutter contre la corruption demande un grand courage politique ». Toujours selon l'Ong, « les Malgaches sont en droit d'attendre davantage de la part de leurs responsables politiques ». (Midi Madagasikara, p. 11; L'Express de Madagascar, p.5 ; La Vérité, p.3 ; Madagascar-Laza, p.7 ; Les Nouvelles, p.3 ; La Gazette de la Grande île, p.5)

- Pour Robert Yamate, Ambassadeur des Etats-Unis à Madagascar, le seul remède contre la corruption est la transparence. Le diplomate est particulièrement sensible aux menaces qui planent sur les ressources naturelles. A cet effet, il déplore qu'aucun « gros bonnet » n'ait été arrêté à ce jour. (Midi Madagasikara, p.11)
- Selon l'interprétation de Madagascar Matin, l'ambassadeur des Etats-Unis, Robert Yamate, a principalement fait référence à l'affaire Bekasy. Selon le quotidien, le diplomate a voulu rappeler à l'ordre le régime et a exigé que l'opérateur Johnfrince Bekasy « revienne là où il

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



était avant son départ pour l'étranger », faisant probablement allusion à un emprisonnement. (p.3)

- « Le problème réside toujours au niveau de l'application de la loi », a déclaré Jean Louis Andriamifidy, Directeur du Bureau indépendant anti-corruption. Il insiste sur l'indépendance de tous les organes de contrôle, à savoir son institution et la Justice. (Les Nouvelles, p.3)
- « Hery Rajaonarimampianina est-il conscient et n'a-t-il pas honte des incessants rappels à l'ordre d'une partie de la Communauté internationale au sujet de la mauvaise gouvernance et de la nécessité de lutter contre la corruption ? », se demande **La Gazette de la Grande île**. Le quotidien estime que le Chef de l'Etat a eu tort d'annoncer qu'il allait prendre le leadership de lutter contre le phénomène, tout en sachant que ce sera un combat perdu d'avance. (p.5)

INTERVIEW EXCLUSIVE DE HERY RAJAONARIMAMPIANINA

Pour marquer le 2^{ème} anniversaire de sa prestation de serment du 25 janvier 2014, le Président Hery Rajaonarimampianina a accordé une interview en direct aux journalistes des stations audiovisuelles publiques RNM et TVM, hier, au palais d'Iavoloha. Durant plus d'une heure, presque tous les sujets qui ont animé l'actualité pendant les deux premières années de mandat du Chef de l'Etat ont été abordés. Concernant la salubrité et la réfection des routes de la capitale, le locataire d'Ambotsirohitra a souligné « qu'il suffirait que chacun fasse son travail pour qu'il soit résolu ». Sur l'incapacité de la société Jirama à satisfaire les besoins des abonnés, tant en ce qui concerne l'électricité que l'alimentation en eau potable, il a tout simplement rétorqué qu'il a eu le malheur d'hériter d'un problème épineux. Interrogé sur les difficultés de la compagnie Air Madagascar, il a désigné comme responsables les employés qui ont tenu plusieurs semaines de grève. Abordant les débats autour des sénatoriales, il s'est posé en défenseur du parti Hery Vaovao ho an'i Madagasikara et a accusé certaines entités politiques de manquer de fairplay. Finalement, questionné sur la polémique autour des différents déplacements à l'étranger, il s'est défendu en avançant que « Madagascar est membre de plusieurs instances internationales au sein desquelles la participation des autorités étatiques est nécessaire ». Ceci dit, le Président de la République a concédé que plusieurs des objectifs fixés à ses débuts restent à atteindre. « Après la crise, la population est impatiente et veut des résultats (...) Pour moi, je suis encore plus près de la grille de départ que de la ligne d'arrivée », a-t-il reconnu. (L'Express de Madagascar, p.3 ; Midi Madagasikara, p.13 ; Madagascar Matin, p.4 ; Madagascar-Laza, p.4)

- **L'Express de Madagascar** note que le Président de la République a essentiellement attribué les problèmes qui agitent le pays durant ces deux dernières années, qu'ils soient politiques, sociaux ou économiques, aux conséquences des mauvaises gouvernances précédentes et à l'inconscience collective. Le quotidien conclut ainsi que "Hery Rajaonarimampianina s'est déchargé des responsabilités". (p.3)
- **Madagascar Matin** partage le même point de vue : « Hery Rajaonarimampianina a affirmé que l'état actuel du pays résulte de 50 années de mauvaise gouvernance », note le quotidien. D'après son opinion, il s'agit de « la meilleure excuse que les dirigeants puissent sortir publiquement pour se dédouaner de ce qu'il n'a pas pu faire ou dont la réalisation a pris un retard conséquent ». (p.4)
- **L'Observateur** colporte les rumeurs selon lesquelles, cette interview serait initiée par un des « conseillers occultes » du Président de la République. Ce dernier serait le Président directeur général d'une station privée locale. Toujours selon les indiscretions, le service de la Communication de la Présidence n'aurait même pas été informé de cette émission télévisée du Chef de l'Etat. (p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



ECONOMIE ET SOCIETE

ASSAINISSEMENT : LE DIRECTEUR DU SAMVA LIMOGÉ

Le couperet est tombé, hier, en conseil des ministres qui a décidé de limoger Andrianarisoa Serge Ratsimbazafy, Directeur du Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo. Jean Baptiste Ratolonjanahary le remplacera à ce poste. Jointe au téléphone par L'Express de Madagascar, Johanita Ndahimananjara, ministre de l'Eau et de l'Assainissement a expliqué « qu'il y a une faille dans la gestion des ordures de la capitale ». Le quotidien s'interroge si la nomination d'un nouveau Directeur constitue réellement une solution pérenne pour la gestion des ordures. Il rappelle, entre autres, les problèmes déjà évoqués par Andrianarisoa Serge Ratsimbazafy, en 2015 lors d'un voyage de presse. L'ancien Directeur s'était plaint que le budget du SAMVA soit réduit au cinquième, à la veille de la saison des pluies. Il a également évoqué la difficulté des habitants à s'acquitter des redevances sur les ordures ménagères au lendemain de chaque rentrée scolaire et durant la période de soudure. (p.9)

- *Selon le rapport de La Gazette de la Grande île, ce décret relatif au limogeage du Directeur du SAMVA a été traité de manière expéditive. « Le nom du promu n'a même pas été mentionné dans le communiqué », fait-il remarquer. Le quotidien a suivi de près l'ambiance du conseil des ministres qu'il apparente à une « séance ennuyeuse ». (p.3)*

INTEMPERIES : 6 DECES ET 32 BLESSES DANS LE NORD DU PAYS

Le bilan s'alourdit au fil des jours dans le Nord-Ouest de l'île. Selon le bulletin d'information quotidien du Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes, hier, le nombre de décès, après le passage de la zone de convergence intertropicale, s'élève à 6 personnes. Cinq d'entre elles ont été recensées dans la région Boeny et une dans la région Sofia. La région Betsiboka n'a pas non plus été épargnée, avec 32 blessés. Le nombre de sinistrés ne cesse d'augmenter, atteignant les 32 208 personnes. Au total, 20 522 personnes ont été contraintes de quitter leurs foyers, 37 cases ont été détruites, 4 887 ont été inondées et 2 814 endommagées. Le dégât matériel est ainsi important avec 6 écoles détruites, 13 662 Ha de rizières inondées et 4 000 Ha de champs de cultures endommagées. Le BNGRC craint encore le pire, avec les prévisions météorologiques qui annoncent de fortes pluies sur la partie Nord de l'île. (L'Express de Madagascar, p.8)

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE : UN TELETHON EN FAVEUR DES ELEVES DE LA REGION ANDROY

Constatant la situation scolaire catastrophique dans la région Androy, notamment, la baisse alarmante de la fréquentation scolaire due à l'insécurité alimentaire, le ministère de l'Education nationale organise un téléthon de solidarité depuis le 23 janvier jusqu'au 3 février 2016. A travers cette initiative, le département veut montrer qu'il est solidaire avec les élèves du Sud et qu'il veut les aider à sortir de la misère. Des dons sont collectés auprès des établissements scolaires, puis acheminés vers les circonscriptions scolaires et les directions régionales de l'Education nationale, qui les regroupent ensuite au niveau central. Les aides récoltées durant cette opération de téléthon seront destinées aux élèves des districts de Bekily, d'Ambovombe, de Tsihombe et de Beloha. (Madagascar-Laza, p.4)

- *Tia Tanindrazana rapporte les statistiques alarmantes du Programme alimentaire mondial. Selon le programme, 1,9 million de personnes souffrent actuellement d'insécurité alimentaire, notamment dans le Sud et dans la région septentrionale de l'île qui vient de subir de violentes intempéries. Le quotidien est très critique envers les tenants du régime qui, selon lui, dépensent des milliards dans la préparation du Sommet de la Francophonie mais qui n'arrive même pas à venir en aide aux victimes de l'insécurité alimentaire. (p.3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



AFFAIRE KIDNAPPING : LE TRIBUNAL NE CONCEDE AUCUNE MISE EN LIBERTE

L'instruction des dix prévenus dans l'affaire du double rapt à Toamasina s'est terminée, hier soir, aux alentours de 20 heures. Tous les inculpés ont été placés sous mandat de dépôt, mais le lieu de détention a été gardé secret, pour raison de sécurité, du fait que le transfert a été effectué en pleine nuit. Parmi les dix suspects figurent quatre femmes et un employé du Tribunal de Toamasina. De lourdes charges pèsent sur ces prévenus, à savoir enlèvement, meurtre, séquestration, extorsion de fonds, détention illégale d'armes à feu et association de malfaiteurs. Concernant le magistrat près de la Cour de Toamasina incriminé dans l'affaire, il a comparu devant la Cour Suprême lundi dernier. Au terme de son audition, le Parquet du Tribunal de première instance d'Antananarivo, saisi de l'affaire depuis le 13 janvier, a pris le relais. 21 autres individus placés sous mandat de dépôt et transférés à la prison d'Ambalatavoahangy le 14 janvier, attendent encore l'enquête de fond. (L'Express de Madagascar, p.10 ; Les Nouvelles, p.4)

- *“Le magistrat incriminé dans l'affaire est-il en résidence surveillée ?”, s'interroge **Midi Madagasikara**. En effet, cela fait une semaine que le Substitut général auprès de la Cour d'Appel de Toamasina, est placé sous mandat de dépôt, dans un lieu tenu secret. (p.12)*
- *« C'est une honte pour le corps des magistrats de se trouver à la Une de tous les quotidiens pendant des jours pour avoir accusé à tort les journalistes d'avoir publié des informations non-avérées », a réagi le Juge Jules Randriamanantena, Chef de la juridiction de Toamasina, dans les colonnes de **Madagascar Matin**. Le magistrat fait référence, entre autres, aux menaces à peine voilées du Syndicat des magistrats de Madagascar à l'encontre des professionnels de la presse après qu'ils aient publié une information disant qu'un magistrat serait impliqué dans l'affaire du double rapt à Toamasina. « Les membres du SMM auraient dû s'informer davantage et attendre un peu avant de s'opposer inutilement aux professionnels des médias. Aujourd'hui, le corps tout entier en paie le prix », a-t-il déclaré. (p.2)*
- ***La Vérité** a focalisé son attention sur les avis de recherches lancés récemment par la Brigade criminelle, notamment à l'encontre de Roger Lala Stéphanie, présumée cerveau du double rapt. Pour rappel, cette dernière a été relâchée le 31 décembre 2015. Le quotidien critique la réaction tardive des autorités qui ne l'ont notifiée d'une interdiction de sortie territoire que le 19 janvier 2016. Le journal craint ainsi qu'elle ne se soit déjà envolée pour l'étranger. (p.2)*

PENITENCIERS ET GREFFIERS : POUR LA DEMISSION DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Le Syndicat des greffiers de Madagascar et le Syndicat du personnel de l'Administration pénitentiaire malgache ont tenu une conférence de presse, hier, pour dénoncer la mauvaise gestion au niveau du ministère de la Justice. Le Directeur administratif et financier est particulièrement pointé du doigt. En effet, les greffiers le soupçonnent d'avoir commis des détournements de fonds et d'être à l'origine de clientélisme et de favoritisme dans le cadre des recrutements. Et pour cause, des Employés de Courte Durée ont été embauchés au cours de cette année 2016 au sein du Contrôle financier, alors que l'on y compte déjà 400 ECD. De leur côté, les pénitenciers déplorent que la catégorie des agents pénitenciers n'ait toujours pas été révisée malgré les promesses. Dans la même lignée, ils s'insurgent contre la baisse de leur salaire. Face à ces problèmes, les deux syndicats menacent d'observer une grève. (Midi Madagasikara, p.14 ; Madagascar-Laza, p.3 ; Les Nouvelles, p.5 ; L'Observateur, p.4, Tia Tanindrazana, p.5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



UN PEU D'HUMOUR



La Gazette de la Grande île, p.5

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership